

UN AUTRE MAINTIEN DE L'ORDRE EST POSSIBLE

TEXTE ALINE DAILLÈRE, responsable des programmes police/justice à l'ACAT

« Bien loin d'apaiser les tensions et de maintenir l'ordre, le recours conséquent à la force publique génère une escalade de la violence »

L'importance du dialogue et de la communication dans la gestion et la prévention des troubles à l'ordre public au cours de manifestations. Reposant sur une nouvelle approche de la psychologie de foule, il part du postulat que l'usage indiscriminé de la force publique peut engendrer la solidarité de la foule avec les protestataires que la police cherche à isoler, et augmenter ainsi le risque de menace à l'ordre public. Le modèle « KFCD » vise notamment à minimiser les violences collatérales, inutiles ou dangereuses, ainsi qu'à construire et à entretenir un dialogue permanent avec la foule afin de permettre une désescalade des tensions.

LE PILIER DU DIALOGUE

La communication à tous les stades – avant, pendant et après l'événement – est l'un des volets fondamentaux de cette approche du maintien de l'ordre, qui repose sur l'idée qu'une manœuvre ou une tactique policière non expliquée peut susciter de l'incompréhension, de la colère, voire de l'hostilité. En amont, la communication est établie avec les personnes impliquées (organiseurs si possible, résidents, commerces de proximité, etc.) au moyen de consultations de résidents, *via* les réseaux sociaux, les médias traditionnels, des brochures d'information, le site internet de la police, etc.

Pendant l'événement, en plus des haut-parleurs et des écrans géants utilisés pour tenir la foule informée des agissements de la police, plusieurs pays ont mis en place des unités de maintien de l'ordre dédiées au dialogue. Leur mission : expliquer les actions de la police afin qu'elles soient correctement comprises et interprétées par les manifestants. Ainsi en est-il des officiers de dialogue en Suède, de l'*event police* au Danemark, des *peace unit* en Hollande, ou des *liaison officers* en Angleterre. Le système le plus avancé est observé en Allemagne, où les *dialogue units* patrouillent lors des manifestations ou des rencontres de football. Chaque interpellation y est suivie de l'intervention de ces unités afin de désamorcer les conflits pouvant résulter de l'action policière.

Ce modèle se développe ailleurs en Europe. Jusqu'alors, la France est restée en retrait de ces diverses études et expériences, accusant en la matière un retard important au regard de ses homologues européens.

DÉFINITIONS ET CONCEPTS

Maintien de l'ordre : encadrement des manifestations et d'autres situations de foules.

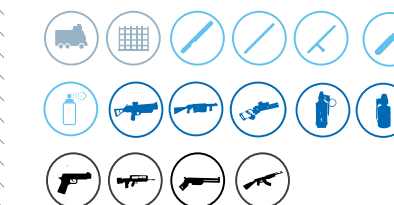
Knowledge : connaissance des groupes de protestataires, de leurs buts, stratégies et dynamiques de contestation.

Facilitation : facilitation et accompagnement des manifestations.

Communication : communication avant, pendant et après l'événement, afin d'expliquer les stratégies et les interventions policières.

Différenciation : avoir conscience de la variété des individus dans une foule et traiter individuellement les personnes posant problème, afin de prévenir l'extension des comportements illégaux.

ARMES EN DOTATION EN FRANCE



ET AILLEURS EN EUROPE

ALLEMAGNE ROYAUME-UNI



ESPAGNE



LÉGENDE

Du moins dangereux ● au plus dangereux



Pour aller plus loin

Quelles armes de maintien de l'ordre ailleurs en Europe ? Retrouvez le tableau complet sur acatfrance.fr.

14 Tandis que le maintien de l'ordre à la française est de plus en plus critiqué et largement perçu comme contre-productif, une autre approche, basée sur le dialogue et la désescalade, se développe chez nos voisins européens.

Granades explosives, lanceurs de balles de défense de type « flashball »... Voici quelques-unes des armes de l'arsenal de la police française, qui est l'une des plus armées d'Europe. Ces armes sont le symbole d'un tournant majeur de l'approche du maintien de l'ordre en France au cours des quinze dernières années. Mais pour quelle efficacité réelle ? Le constat est de plus en plus flagrant : bien loin d'apaiser les tensions et de maintenir l'ordre, le recours conséquent à la force publique génère une escalade de la violence. À très court terme, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre, il paraît contre-productif, provoquant davantage de tensions et de troubles à l'ordre public qu'il n'y apporte de solutions. À moyen terme, il participe à l'accroissement du niveau de violence et peut entraîner, en retour, une escalade dans les violences de certains protestataires. À plus long terme, il concourt à creuser le fossé entre les forces de sécurité et la population. Les cas de recours abusifs à la force et l'allongement perpétuel de la liste de blessés génèrent, sinon un esprit de revanche, *a minima* une incompréhension, voire un rejet de l'action des forces de l'ordre.

CHERCHER UN AUTRE MODÈLE

L'un des arguments avancés par les autorités françaises pour expliquer la supposée nécessité de recourir à des stratégies et à des armements de plus en plus offensifs concerne

le niveau de violence des manifestants français. Cette « spécificité » hexagonale nous empêcherait de copier les expériences étrangères en la matière.

Pourtant, aucun élément scientifique tangible ne vient soutenir cette idée. Au contraire, les travaux de recherches tendent à démontrer que la France a connu par le passé (notamment dans les années 1970), des manifestations plus violentes que celles observées actuellement. Les chercheurs notent par ailleurs que d'autres pays européens, tels que l'Allemagne et la Grèce, connaissent des situations au moins tout aussi violentes, si ce n'est plus, que celles constatées dans les zones à défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes ou de Sivens.

Bien avant la France, d'autres pays se sont interrogés sur leur modèle de maintien de l'ordre et d'importants travaux de recherche ont été menés depuis 2010 à l'échelle européenne. Un projet d'envergure nommé GODIAC (pour *Good practice for dialogue and communication as strategic principles for policing political manifestations in Europe*) a été conduit entre 2010 et 2013, en vue de construire une doctrine unifiée de maintien de l'ordre, à partir de l'étude de « bonnes pratiques » dans neuf pays : Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Hongrie, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède. Ce projet a abouti à la définition du modèle dit « KFCD », reposant sur plusieurs concepts clés (*Knowledge, Facilitation, Communication, Différenciation* ; voir ci-contre), articulés autour de